



Union des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions Similaires d'Afrique
Union of Economic and Social Councils and Similar Institutions of Africa
اتحاد المجالس الاقتصادية والاجتماعية والمؤسسات المماثلة في أفريقيا



Eléments de langage Atelier virtuel UCESA-ACMI

visio-conférence, vendredi 29 avril 2022 à 14h30

Mesdames et Messieurs, les membres du comité de coordination et du GT de l'UCESA sur l'action climatique en Afrique,

Monsieur Kamal Amakrane, Directeur général de l'ACMI,

Madame Sarah Rosengartner, Coordinatrice principale de l'ACMI,

Chers collègues,

1. C'est un réel plaisir et une grande joie de vous retrouver aujourd'hui pour cette première réunion UCESA-ACMI.
2. Je me réjouis de la tenue de cet atelier, certes virtuel, pour échanger, apprendre davantage sur l'initiative ACMI et lancer la mise en place d'un partenariat fécond entre nos deux programmes.

Lors de nos discussions précédentes au sein du groupe de travail, nous avons pu apprécier l'importance de cette initiative et des potentialités existantes en termes de convergence entre nos deux programmes sur la thématique du changement climatique, centrée sur les citoyens.

3. Permettez-moi de prime abord de vous présenter l'UCESA et rappeler ses objectifs et l'intérêt que nous portons à la thématique des changements climatiques. L'Union des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions similaires d'Afrique connue sous l'acronyme UCESA est une organisation régionale créée en 1994 à Abidjan en Côte d'Ivoire qui regroupe les assemblées consultatives de vingt (20) pays d'Afrique du Nord, Ouest, Centrale et Australe. Elle assure à ce titre la représentation des conseils économiques et sociaux africains auprès des institutions régionales et internationales à l'instar de l'Association Internationale des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions Similaires (AICESIS), l'Organisation du Travail (OIT) et le Conseil Economique et Social des nations unies (ECOSOC).
4. Ses finalités principales consistent en l'occurrence à soutenir le processus d'intégration africaine et à encourager, par ailleurs, la création en Afrique de nouveaux conseils économiques et sociaux.
5. La feuille de route de la présidence du CESE du Royaume du Maroc met l'accent sur quatre grandes priorités : (1) Renforcer les dispositifs institutionnels et organisationnels de l'UCESA ; (2) Promouvoir un référentiel de normes et d'objectifs d'une charte de durabilité pour l'UCESA ; (3) Renforcer la coopération, élargir et mieux positionner l'UCESA ; (4) Porter la thématique de l'impact du « dérèglement climatique et les réponses à apporter au bénéfice des populations africaines » en co-construisant une approche participative et centrée sur le citoyen.

6. Le sujet du changement climatique est le thème phare de la feuille de route de l'UCESA.

En septembre 2020, nous avons lancé un projet intitulé « *Pour une action climatique au bénéfice du citoyen africain* ».

C'est un projet conduit avec l'ensemble des CES africains et la participation active de partenaires de haut-niveau, à l'instar du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) et l'Université Mohammed VI Polytechnique de Benguerir ainsi que plusieurs d'autres partenaires à l'échelle nationale et régionale : la commission économique des Nations unies pour l'Afrique, des universités, des ONG et des représentants du secteur privé.

Les objectifs de notre projet sont parfaitement articulés avec les ODD, raison pour laquelle, il a été accepté comme action accélérée (*Accelertared Action*) et bénéficie d'un suivi de la part du département des affaires économiques et social des Nations unies.

La première phase du projet nous a permis de mettre en lumière la perception des citoyens africains sur les changements climatiques à travers une étude qualitative et quantitative élaborée en partenariat avec le cabinet de sondage Opinion Way. Nous avons couvert 16 pays africains et plus de 8200 citoyens ont été consultés.

La particularité de l'approche adoptée par l'UCESA réside dans son caractère participatif et inclusif qui garantit une plus grande prise en compte des avis des citoyens africains dans la définition de la problématique climatique et la formulation des solutions.

7. Les résultats de cette première phase ont permis à l'UCESA de se distinguer valablement sur la scène climatique internationale à Glasgow lors du *side event* co-organisé avec le GIEC en marge de la COP 26. L'UCESA a fait un plaidoyer pour soutenir la parole des citoyens africains sur leurs perceptions des changements climatiques et les solutions préconisées.
8. La première phase du projet que nous avons bouclé inclut également une formation sur la consultation citoyenne sur le climat et un plaidoyer que nous poursuivons d'ailleurs avec nos partenaires et le soutien des CES membres.
9. La seconde phase va se focaliser sur les objectifs de gouvernance à travers l'appui à l'élaboration des stratégies d'adaptation au changement climatique en Afrique et au cadre de leur mise en œuvre.

Une collaboration entre l'UCESA et l'Initiative ACMI sur la thématique de la mobilité climatique constitue une opportunité pour améliorer la gouvernance climatique en intégrant la perception des citoyens.

Je rappelle que cette collaboration a été discutée, appréciée et validée par les membres du groupe de travail et soutenue par le Bureau exécutif qui nous a transmis son accord.

Grâce à la dynamique de notre organisation et le rôle central des CES africains dans l'appui à la définition des politiques de développement les plus à même de répondre d'une manière durable aux besoins des citoyens, nous pouvons ensemble mobiliser nos efforts pour :

- 1) améliorer les connaissances sur l'ampleur de la mobilité climatique et les caractéristiques des déplacements migratoires pour en tenir compte dans les stratégies à mettre en place et anticiper les réformes ou actions à envisager.

Concrètement, nous pouvons ensemble réaliser des analyses approfondies ou gros plans "*deep-dive*" au niveau des pays membres de l'UCESA.

- 2) créer des réseaux au niveau national "migration et changements climatiques" dont la composition peut comporter le CES, ministères, la mairie, des universités, des ONG, le service de météorologie nationale et des représentants de l'OIM, BAD....

L'intérêt de ces réseaux est de favoriser le dialogue, la concertation et l'échange d'information pour la formulation des solutions.

- 3) soutenir la mise en place de partenariats au niveau régional, national et local pour favoriser le développement et la paix et la recherche de solutions durables – intégrer la migration dans les politiques de développement, stratégies et l'aménagement du territoire.

Chers collègues,

Nous avons le plaisir de recevoir aujourd'hui Mr Kamal Amakrane, *Directeur Général* d'ACMI et Mme Sarah Rosengaetner, *coordinatrice principale, connaissances et pratiques* d'ACMI qui vont nous donner plus amples informations sur l'Initiative, l'état d'avancement et les échéances à venir.

Avec Ssi Kamal, nous avons tenu une réunion préparatoire le 29 mars 2022 dont le compte rendu vous a été envoyé.

Cet atelier virtuel sera consacré à la présentation de ACMI pour préfigurer et construire ensemble les axes de collaboration et notre plan d'action. Je vous propose aujourd'hui d'écouter attentivement ACMI.

L'ordre du jour portera sur les points suivants :

- Présentation et état d'avancement d'ACMI, par M. Kamal Amakrane
- Echanges sur la perception des participants à l'égard de la mobilité climatique, par Mme Rosengaetner
- Présentation des dynamiques actuelles et futures de la mobilité climatique en Afrique, par Mme Rosengaetner
- Le dernier point concernera l'élaboration des politiques pour faire face à la mobilité climatique, qui sera présenté également par Mme Rosengaetner.

Je vous propose maintenant, de donner la parole à M. Kamal Amakrane Directeur général de l'initiative ACMI.

Liste des participants

N°	CES-IS	Nom et prénom	Fonction
1	CES du Bénin	M. Charlemagne TOMAVO	Secrétaire général
		M. Edmond TOTIN	Enseignant chercheur, coordonnateur du volet II du rapport du GIEC (partie Afrique)
2	CES du Burkina Faso	M. Pamoussa OUEDRAOGO	Directeur général de l'économie verte et du changement climatique
		M. Jean Baptiste ZOUNGRANA	Secrétaire général
		M. Alain GOMGNIMBOU	Chargé de Mission au ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement
3	CESE du Congo	M. Jean DIAMOUANGANA	Vice-président de la Commission des affaires environnementales
		M. Louis Patrice N'GAGNON	Rapporteur général
4	CESEC de Côte d'Ivoire	M. Mamadou TOURE	Point focal ODD-Environnement-Changement Climatique
5	CESE du Gabon	M. Nicaise MOULOUMBI	2 ^{ème} vice-président du CESE du Gabon
6	CESE du Maroc	M. Abdellah MOUTTAQI	Membre du CESE et rapporteur du Groupe de travail
		M. Abdalah MOKSSIT	Secrétaire général du GIEC et membre du CESE
		M. Moncef ZIANI	Membre du Bureau du CESE
		M. Amine Mounir ALAOUI	Membre du Bureau du CESE / président de la commission de la société du savoir et de l'information
7	CESE de Mauritanie	M. Amadou Diam BA	Membre du CESE et Président de l'Association Nafaoré pour la protection de l'Environnement, Directeur du Bureau BAWA
		M. Zeidane MEIHIMID	Membre du CESE
		M. Sidaty EIDA DAH	Chercheur, expert du GIEC
		M. El Hadj Brahim Mohamed Mahmoud	Secrétaire général du CESE
8	CESOC du Niger	Mme Falmata TANTOU LAOUANE	Directrice de cabinet Adjointe
		M. Moussa HALILOU	Rapporteur de la Commission développement rural et environnement
9	CES du Togo	M. Edem KOLEDZI	Maître de conférences en chimie de l'environnement à la faculté des sciences de l'Université de Lomé

N°	CES-IS	Nom et prénom	Fonction
10	CES de RDC	M. Michel DIUMU OMASOMBO	Conseiller de la République
		M. Rene NGONGO	Rapporteur
11	Cap Vert	Maria Lima HIRONDINA	Membre de l'association ADAD
12	Sénégal	Mme Cathy Diouf	Conseillère diplo
13	Mali	Moussa Fané	Conseiller technique
14	UCESA	M. Younes BENAKKI	Secrétaire général
		M. Hachim EL AYOUBI	Expert Sénior/coordonnateur, responsable de la coopération et des partenariats
		Mlle. Ornélia KOUMBA	Assistante-collaboratrice
15	UM6P	M. EPULE Terence	Assistant Professor and Chair of Climate Change Adaptation and Sustainability Strategies in Africa at International Water Research Institute (IWRI)
16	ACMI	Kamal Amakrane	Directeur général, de l'ACMI
		Sarah Rosengaertner	Coordonnatrice principale, de l'ACMI
17	Invité	M. Laurent ADJIOU	Ingénieur, consultant